

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 13 OCTOBRE 1996 N° 243

PRIX 4 FF



LUTTE

DES

"SANS-PAPIERS"

NOUS SOMMES TOUS

CONCERNES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: Le
gouvernement contre
les enfants de rue

Page 5
Mali: Larmes de cro-
codile des commis vo-
yageurs de Konaré.

Page 6
Sénégal: Bon élève du
FMI

Page 7
Madagascar: Election
présidentielle sous
fond de crise...

Page 10
Nouvelle France: Les
ex-locataires conti-
nuent la lutte

Page 11
Afganistan: Vers une
dictature moyenageuse
des Talibans

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

**LUTTE DES "SANS PAPIERS"
NOUS SOMMES TOUS
CONCERNES**

On s'en souvient ! C'est par la force brutale, à coups de hache, que Chirac, Debré, Juppé et autres ont décidé de répondre aux revendications des immigrés "sans papiers" de Saint-Bernard désireux de voir leur situation régularisée. Au-delà d'un prétendu respect de ses lois, le but visé par le gouvernement, en lâchant ses CRS comme des chiens enragés contre les "sans-papiers", est évident : cette réaction brutale était un message adressé à l'endroit de l'électorat raciste de Le Pen dont il cherche à satisfaire les désirs. Ça pourrait toujours compter lors des prochaines élections.

Quand leurs affaires marchaient et qu'ils avaient besoin de main d'oeuvre, les bourgeois français et les politiciens à leur solde organisaient et facilitaient l'arrivée massive des travailleurs immigrés d'origine africaine. Ils les faisaient venir des différents coins de nos pays pour les embaucher dans divers secteurs de l'industrie où, généralement, leur étaient réservés les boulots les plus pénibles et mal payés. A cette époque, nous n'avions pas besoin de carte de séjour pour travailler et vivre en France. Une simple carte d'identité suffisait.

Mais depuis que la crise du capitalisme s'est installée durablement, avec sa cohorte de licenciements massifs, de misère de plus en plus accrue, les travailleurs immigrés sont devenus pour les politiciens bourgeois de tout bord des boucs émissaires tout indiqués : pour détourner la conscience des populations françaises des causes objectives de la dégradation de leurs conditions de vie, ils nous accusent d'être responsables du chômage ou de l'insécurité et édictent des lois rendant notre séjour ou arrivée en France de plus en plus difficile. C'est cette logique-là qui s'est récemment illustrée par l'intervention brutale et sauvage des CRS à l'église St-Bernard.

Mais, quelles qu'aient été les intentions du pouvoir, force est de constater que la lutte des "sans-papiers" n'a pas été vaine. Elle a mis en exergue les contradictions dont est truffé l'arsenal des lois du gouvernement au point

d'amener celui-ci à revoir sa copie. Elle l'a obligé à régulariser au moins 83 cas de "sans-papiers". Mieux, contrairement aux visées du pouvoir dont l'objectif était de soulever une partie de l'opinion contre les immigrés, elle a permis à ceux qui en sont les acteurs de gagner la sympathie d'une frange non négligeable de celle-ci, indignée et outrée par le comportement barbare de ses dirigeants.

Et rien que pour cela, les "sans-papiers" ont eu raison de se battre et de continuer dans cette voie. Ils ont mille fois raison de le faire d'autant plus que c'est l'impérialisme français qui est responsable de leur situation dramatique d'hommes et de femmes qui n'ont de place nulle part, ni chez eux ni ici.

En effet, l'immigration n'est que l'une des conséquences de la misère sans nom dans laquelle l'Afrique s'enfonce de plus en plus. Mais cette misère elle-même résulte de l'exploitation dont nos populations pauvres sont victimes, des siècles durant, de la part de la bourgeoisie mondiale, française notamment.

C'est cette misère qui est la source profonde de l'immigration. C'est elle qui condamne des millions d'entre nous à n'avoir de place nulle part dans leurs propres pays et, pour vivre et faire vivre leurs familles, à être obligés d'aller chercher leurs moyens de subsistance ailleurs, particulièrement dans les pays riches comme la France.

Tant que cette situation durera, tant que l'Afrique restera sous la coupe réglée des pays impérialistes, tant que l'exploitation de nos populations pauvres continuera pour enrichir la bourgeoisie mondiale et ses valets locaux, le problème de l'immigration demeurera insoluble. Personne, aucune loi ne pourra y

mettre fin. Les Chirac, Juppé et autres politiciens ont beau vouloir quadriller toute la France de fils de fer barbelés que rien n'y fera. Il y aura toujours d'autres immigrés avec, peut-être, d'autres St-Bernard. Et ceux parmi les immigrés qui sont ici, avec ou sans papiers, et qui se battent pour leurs droits ont raison de le faire, au même titre que tous les hommes et femmes de ce pays, quelle que soit leur origine.

Si c'est le gouvernement qui l'emporte complètement, c'est-à-dire sans même faire des concessions, il pourra se servir de cette victoire pour rendre nos conditions de vie et de séjour de plus en plus difficiles. La défaite des "sans-papiers" sera celle de tous les immigrés, y compris ceux qui sont en règle et qui demain seront soumis à plus de tracasseries de tout genre, avec le risque de se faire expulser pour n'importe quel prétexte. Ceux, parmi nous, qui ont leur carte de séjour et qui croient qu'ils ne sont pas concernés par la lutte des "sans papiers" ou qui se font des illusions sur la bonne foi des politiciens ont bien tort. Rien ne les met à l'abri du fait d'être demain de nouveaux "sans-papiers".

Voilà pourquoi, avec ou sans papiers, nous avons intérêt à nous sentir tous concernés par la lutte actuelle que certains d'entre nous mènent pour leurs droits. Nous avons intérêt à nous mobiliser tous, à nous défendre collectivement, en soutenant les "sans-papiers" dans leur lutte, à travers leurs manifestations, pour qu'ils aient gain de cause.

Etre solidaires les uns des autres, c'est le seul moyen efficace pour nous protéger collectivement. La solidarité, nous savons ce que c'est. Dans les foyers, quand l'un d'entre nous n'a pas de travail, de quoi manger, où dormir, nous ne l'abandonnons pas, nous savons lui venir en aide pour faire face à ses besoins. Nous avons intérêt à agir

de même quand certains d'entre nous sont persécutés pour des problèmes de papier, parce que c'est notre sort commun qui est en jeu.

Mais nous devons surtout participer aux combats collectifs de la classe ouvrière de ce pays dont

nous faisons partie. Car c'est un changement global du rapport de forces entre la classe ouvrière et le camp du patronat et du gouvernement qui pourra éloigner les menaces qui pèsent sur tous les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers.

COTE D'IVOIRE

LE GOUVERNEMENT VEUT ORGANISER UNE GRANDE CHASSE AUX ENFANTS DE LA RUE

Selon les chiffres officiels, il y avait en 1995, 175.000 enfants orphelins ou abandonnés dans la rue en Côte d'Ivoire. Ce chiffre serait en augmentation de 5,4% par an.

Rien que pour Abidjan, 40.000 enfants n'ont d'autre choix que d'errer dans les rues, selon certains journaux.

Lors du conseil des ministres du 12 septembre, Bédié aurait donné des instructions à ses ministres. De quelles mesures s'agit-il?

Vont-ils obliger les employeurs à payer des salaires qui puissent permettre aux parents pauvres de nourrir, vêtir, soigner leurs enfants afin qu'ils ne soient pas abandonnés dans la rue?

Vont-ils prendre des mesures d'urgence contre les patrons affameurs pour qu'il soit interdit de jeter les parents dans la rue selon leur bon vouloir?

Vont-ils réquisitionner les logements libres qui existent dans les quartiers riches et spacieux, pendant que les quartiers défavorisés sont surpeuplés?

Vont-ils créer des centres d'accueil, d'éducation décente et accessible à tous les enfants?
Non, au contraire, Bédié et son

gouvernement veulent mettre en place des brigades spéciales de surveillance à chaque carrefour des grandes villes, à commencer par Abidjan. Pour ça il y a de l'argent!

Ces brigades auront comme mission de traquer les enfants qui mendient pour survivre. Elles auront pour mission de les jeter en prison et engager des poursuites contre leurs parents trop pauvres pour les assumer.

La chasse à l'homme sera menée de manière encore plus impitoyable contre les mendiants s'ils sont originaires d'un autre pays. Madame Hépié Albertine, ministre soi-disant de la famille, a déclaré à la presse: "je ne suis pas d'accord qu'on dise que la pauvreté soit à la base de tout cela".

De tels propos traduisent tout le mépris et l'arrogance des gens riches envers ceux qu'ils appauvrissent chaque jour davantage.

Il est grand temps que les travailleurs, avant d'être réduits à une situation irréversible, fassent avaler leur langue à tous ces gens bien placés qui prennent chaque jour des mesures de plus en plus inacceptables contre eux et qui se permettent de les insulter de la sorte.

MALI

**LES COMMIS VOYAGEURS DE KONARE
VERSENT DES LARMES DE CROCODILE
SUR LE SOUS-DEVELOPPEMENT**

Le 5 octobre dernier, les associations des travailleurs maliens en France ont été conviées à une réunion d'information par le consulat du Mali.

Au cours de cette réunion, le Consul a présenté une délégation envoyée par le gouvernement comprenant le gouverneur de Kayes et un certain M. Diarra, chargé de mission à la Présidence. Soit dit en passant, ce dernier était un opposant farouche au régime de Moussa Traoré et ex-membre de la direction du Parti Communiste français. Après la chute de Moussa Traoré, sûrement comme récompense, il a été nommé chargé de mission à la Présidence.

Le gouverneur et sa délégation ont présenté aux travailleurs un "projet décennal du développement économique et social 1997-2006 de la région de Kayes". Selon eux, ce document sert à préparer une conférence qui doit avoir lieu les 20, 21 et 22 novembre prochain.

Ce projet fait un "diagnostic social et économique" de la région en énumérant un certain nombre de problèmes connus de tous depuis des décennies. On peut citer quelques têtes de chapitres, entre autres, dans le domaine de l'éducation où il constate l'insuffisance des structures éducatives, le manque de personnel enseignant, de matériel d'enseignement, de mobilier et fournitures scolaires, etc. Il note également une faiblesse notoire du taux de scolarisation, particulièrement chez les filles. Il souligne également le fait qu'un nombre important de filles sont contraintes d'abandonner leurs études très tôt et que le taux d'analphabétisme est élevé.

Dans le domaine de la santé, il cite l'insuffisance du personnel médical, des infrastructures socio-sanitaires, la faiblesse du taux de vaccination ainsi que le taux élevé de mortalité (108 pour 1000 habitants).

Dans le domaine de l'information, il souligne le manque "de couverture télévisuelle et radiophonique de la région".

En bref, sans doute dans le but de trouver des financements pour leur projet, ces messieurs-là ont été contraints de broser un tableau juste des problèmes connus par les populations de la région. Mais ce gouverneur a eu le culot de répondre aux travailleurs qui voulaient construire des dispensaires et des écoles avec leurs propres moyens dans leurs villages que cela pose des problèmes à l'Etat, car celui-ci ne peut plus recruter des enseignants par manque d'argent. Il ne peut plus non plus leur fournir des médecins pour faire fonctionner leurs centres de santé.

Le gouverneur et sa délégation proposent par contre le regroupement des écoles et des centres de santé par villages. C'est vraiment révoltant d'entendre cela de la bouche de ce gouverneur galonné qui n'hésite pas à envoyer ses chefs d'arrondissement et ses policiers pour obliger les villageois à payer leurs impôts. A qui la faute si les populations de la région sont confrontées à tant de problèmes ? Même dans la ville de Kayes, qui est une capitale régionale, on sait que l'électrification est loin d'être complète, de même que l'eau potable n'est pas à la disposition de toute la population. Alors, que dire des villages qui sont à des dizaines de kilomètres de la ville?

Les gens y sont obligés d'utiliser des lampes à pétrole et du feu de bois pour la cuisine comme le faisaient nos ancêtres.

Ce que ne nous ont pas dit ce galonné et sa délégation, c'est justement d'où vient tout cela ? Comment se fait-il que, dans cette région, les gens n'accèdent même pas à des choses, telles que l'eau potable, les médicaments, les centres de soins, les salles de classe, qui relèvent des besoins élémentaires pour vivre ?

Cette situation, décrite à l'échelle de la région, n'est rien d'autre que l'image du sous-développement dont le Mali et les autres pays africains sont victimes. C'est ça la réalité du capitalisme

chez nous, dont profitent évidemment la bourgeoisie mondiale mais aussi les Alpha Konaré et autres larbins, tels ce gouverneur et les membres de sa délégation.

A y regarder de près, nul doute que le document de ces petits commis-là n'est pas en réalité destiné aux immigrés maliens mais plutôt aux institutions financières, aux présidents des conseils généraux et régionaux de France ainsi qu'au gouvernement français lui-même pour quémander quelques prêts ou subventions sous prétexte de développer la région de Kayes.

Si ces prêts ou subventions sont accordés, ils serviront tout au plus à renflouer les poches des privilégiés.

SENEGAL

LE BON ELEVE SELON LE FMI

Les dirigeants du FMI ont félicité le gouvernement sénégalais pour ses soi-disant "bonnes performances" en 1995 et 1996. Et pour encourager ce "bon élève", le FMI lui a accordé un prêt supplémentaire de quelques millions de dollars. Ce sera un petit ballon d'oxygène pour ce gouvernement dont les caisses sont désespérément vides lorsque la fin du mois arrive et qu'il faut payer le salaire des fonctionnaires.

En quoi consiste ces "performances" pour lesquelles Diouf est félicité ?

Tout d'abord, il a "réussi", aux yeux des affameurs du FMI, à réduire le nombre de fonctionnaires tout en bloquant les salaires ou en ne les augmentant que très légèrement par rapport à la perte subie suite à la dévaluation du franc CFA. Le gouvernement a en réalité diminué le pouvoir d'achat dans la fonction publique. Et ce qui est vrai pour la fonction publique

l'est aussi pour le secteur privé qui a suivi la même dégradation.

Le gouvernement peut se targuer d'avoir aujourd'hui un taux de croissance de près de 4,5 % et ses ministres peuvent chanter que l'économie serait en bonne voie. Mais la réalité est tout à fait le contraire pour l'écrasante majorité de la population qui continue de souffrir durement des conséquences de la crise à la quelle ce sont ajoutées celles de la dévaluation.

Ici dans l'immigration, les travailleurs émigrés sénégalais savent fort bien qu'ils doivent économiser de plus en plus pour aider leurs familles restées au pays, car la vie y est de plus en plus chère et que, même pour ceux et celles qui y travaillent, il est difficile de joindre les deux bouts.

Alors quand les affameurs du FMI félicitent ceux qui nous gouvernent, cela veut dire qu'ils

sont contents d'eux pour les avoir aidés à affamer un peu plus la population pauvre. Et tels des

petits chiens bien dressés, ils ont droit au petit "susucré" de la part de leurs maîtres.

SENEGAL

UN RACKET DE PLUS CONTRE LES PAUVRES !

La Fédération des Industries Textiles du Sénégal et la Fédération nationale des professionnels de l'habillement sont actuellement en train d'étudier avec les représentants de l'Etat sénégalais un projet pour généraliser l'obligation du port de l'uniforme dans tous les établissements scolaires du pays.

Sous prétexte de "dynamiser la filière de l'habillement" et de "relancer le textile sénégalais", c'est un véritable racket que le

gouvernement veut faire pour renflouer les caisses de quelques gros bonnets du textile, car, pour chaque enfant à l'école, les familles devront déboursier de 3 000 à 5 000 FCFA de plus pour cet uniforme obligatoire.

Ce projet, s'il voit le jour, est une illustration de plus de la politique du gouvernement sénégalais qui méprise les familles déshéritées et n'a d'égard que pour les intérêts des riches.

MADAGASCAR

ELECTION PRESIDENTIELLE SUR FOND DE CRISE POLITIQUE

Elu président de la république en février 1993, Albert Zafy, le successeur de Ratsiraka, a été destitué de son poste le 5 septembre dernier à la suite d'un vote de défiance du parlement à son encontre. Depuis cette date, c'est son premier ministre, Norbert Ratsirahonana, qui assure l'intérim. Il détient le poste de président tout en gardant celui du chef de gouvernement jusqu'aux nouvelles élections présidentielles anticipées qui devraient se tenir le 3 novembre prochain.

La démission forcée d'Albert Zafy, que ce dernier qualifie de "coup d'Etat constitutionnel", est en réalité le dénouement d'un bras de fer qui dure depuis longtemps entre les différents clans

politiques qui s'étaient coalisés autour de lui pour mettre fin au pouvoir de Ratsiraka mais qui, néanmoins, se rivalisaient entre eux pour le partage du gâteau. Tous ces clans avaient provisoirement trouvé un plus petit dénominateur commun en la personne d'Albert Zafy. Mais cette coalition a fini par voler en éclats. Et si Zafy était jusqu'ici resté au pouvoir, ce n'est qu'à cause du fait qu'aucun clan n'avait réussi jusqu'ici à constituer un pôle d'attraction pour lui ravir le pouvoir. Le rapport de force entre les différents clans en présence est tel qu'aucun n'est en mesure de diriger seul le pouvoir.

Dans ces conditions la nouvelle élection présidentielle qui va bientôt avoir lieu et pour laquelle

15 candidats vont se présenter, risque d'aboutir au même résultat que la dernière, avec peut-être un nouveau président mais qui n'aura pas plus de marge de manoeuvre que le précédent.

Parmi les 15 candidats, on retrouve le président destitué mais aussi son prédécesseur Ratsiraka. L'un comme l'autre trouve que le mal qui frappe Madagascar aujourd'hui, c'est la corruption. Et ils font de la lutte contre la corruption un programme électoral pour se faire réélire. Mais parviendront-ils à faire oublier que le pouvoir de l'un comme de l'autre était corrompu jusqu'à la moelle et que chaque clan au pouvoir n'avait comme objectif que son enrichissement personnel ?

Madagascar aujourd'hui, bien que n'étant ni surpeuplé, ni défavorisé du point de vue climatique ni du point de vue géologique, fait partie des pays les plus pauvres de la planète. Entre 1972 et 1991 le revenu par habitant a diminué de 40% et entre 1991 et 1995 de 10%. 30 à 40% de la population souffrent de malnutrition selon les chiffres des organismes internationaux qui sont probablement en-dessous de la vérité.

Pour rembourser ses dettes extérieures dont les seuls intérêts représentent 60 % du total des recettes d'exportation, les pouvoirs qui se sont succédé ont appauvri encore plus les plus pauvres. C'est

ainsi que la mortalité, la mendicité, l'illettrisme et la délinquance urbaine sont en progression. Les maladies, même les plus bénignes font des ravages parmi les pauvres. Les infrastructures utiles à la population sont complètement défailtantes.

Mais pendant que d'un côté la pauvreté s'accroît, de l'autre, une petite minorité s'accapare de plus en plus de richesses. Pendant que les parlementaires votaient le blocage des salaires pour les petits fonctionnaires, ils s'attribuaient une augmentation substantielle de leurs rétributions. Un député touche aujourd'hui près de 3 millions de francs malgaches (1 FF = 780 fmg environ au taux officiel) alors que le salaire moyen de la fonction publique est de 240 000 fmg.

Voilà la situation révoltante dans laquelle se trouve la grande majorité de la population de cette île. Nouvelle élection présidentielle ou pas, nouveau partage du pouvoir entre les différents clans de la bourgeoisie ou pas, rien ne changera pour la grande majorité tant que parmi les exploités et plus particulièrement parmi la classe ouvrière ne surgira un parti capable d'offrir une autre perspective pour l'ensemble des déshérités. Un tel parti ayant comme programme le renversement de la bourgeoisie et la mise en commun de toutes les richesses fait cruellement défaut aujourd'hui.

ETHIOPIE

MECONTENTEMENT DES COMMERCANTS ET DES PETITS MARCHANDS A ADDIS ABEBA

Au début du mois de septembre, une grande partie des commerçants ont montré leur mécontentement par une imposante manifestation dans les rues d'Addis Abeba. Selon la presse locale, il y aurait eu 100 000 personnes dans la rue. Cette

manifestation avait pour but de dénoncer les abus du gouvernement de Meles Zénaoui qui avait augmenté le loyers de tous les locaux commerciaux appartenant à l'Etat et interdit le petit commerce ambulancier, privant ainsi plusieurs dizaines de

milliers de petites gens de leur moyen de vivre. De plus, afin de renflouer les caisses de l'Etat, le gouvernement avait obligé tous les petits commerçants à avoir des licences et payer des taxes.

Un certain nombre de travailleurs ont aussi participé à cette manifestation parce qu'ils considèrent qu'ils sont concernés, étant donné le fait que les décisions prises par le gouvernement vont entraîner l'augmentation des prix de toutes les marchandises et la cherté de la vie. Et puis en Ethiopie comme ailleurs, les petits marchands sont bien souvent des femmes des travailleurs, leurs enfants ou des travailleurs sans travail qui, pour survivre, font de la vente ambulante.

Cette nouvelle mesure se passe

sur fond de politique tribaliste. Dans l'administration, le gouvernement de Meles Zénaoui place des hommes de sa région dans les postes clés. Les licenciements continuent dans la fonction publique et la misère frappe de plus en plus.

Le régime se prétend démocratique mais tente de bâillonner toute opposition politique même si par ailleurs il existe une presse diversifiée qui critique parfois les mesures gouvernementales.

Cette mesure impopulaire contre les commerçants et les marchands ambulants a donc cristallisé bien d'autres mécontentements. La manifestation a donc constitué un sérieux avertissement au gouvernement.

TOUBON, L'HYPOCRITE !

Suite aux déclarations de Le Pen sur "l'inégalité des races", le gouvernement, par l'intermédiaire de son ministre de la justice, Jacques Toubon, a décidé de pondre une loi pour, dit-il, lutter contre le racisme. Quelle hypocrisie !

Le Pen est, sans aucun doute, une crapule qui se sert du racisme et utilise la démagogie anti-immigrée pour tenter d'arriver au pouvoir. Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut croire pour autant les politiciens du genre de Toubon quand ils parlent de lutter contre le racisme.

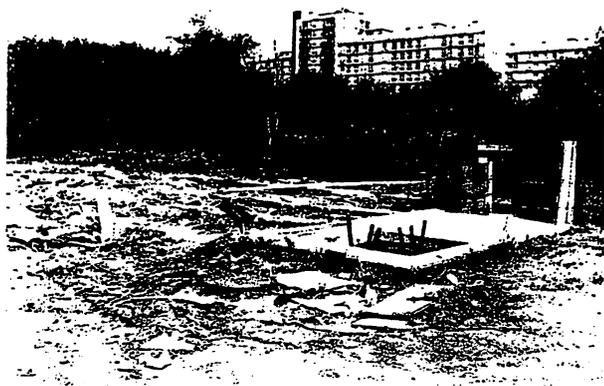
Les Chirac, Juppé, Toubon ou autres sont des fieffés menteurs et démagogues comme Le Pen lui-même. Ils cherchent à nous faire oublier que c'est leur politique qui est à l'origine du chômage, des licenciements massifs et de la misère qui favorisent le développement des idées racistes.

C'est aussi leur politique contre les immigrés, qu'ils présentent comme des boucs émissaires pour expliquer l'insécurité, qu'ils traquent, qu'ils humilient quotidiennement, comme tout dernièrement à St-Bernard, qui permet à des individus comme Le Pen justement de raconter n'importe quelle idiotie. Alors il n'y a rien à attendre de ces gens-là, les Toubon et autres.

La seule façon efficace pour lutter contre le racisme, c'est la lutte d'ensemble de tous les travailleurs, français et immigrés, contre la bourgeoisie et les politiciens à sa solde. C'est, unis dans le même combat, celui de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts, que les travailleurs français et immigrés pourront surmonter les préjugés racistes que les politiciens de tout bord répandent dans leur sein pour les opposer les uns aux autres.

LES EX-LOCATAIRES DE NOUVELLE FRANCE CONTINUENT LA LUTTE

Les ex-locataires de Nouvelle France continuent la lutte pour leur relogement. Le 4 octobre, ils ont occupé un bâtiment d'une usine désaffectée, rue Emile Zola à Montreuil. Une fois de plus les CRS sont venus les déloger.



Les restes de Nouvelle France

Au moment où nous écrivons, certains dorment dans un local associatif à Croix de Chavaux, à Montreuil, d'autres chez des amis. Malgré cette difficulté, ils continuent la lutte pour leur relogement définitif à Montreuil ou dans les environs.

Pour le moment, la mairie de Montreuil, la préfecture de la Seine Saint-Denis et le gouvernement d'Alain Juppé refusent toujours de satisfaire leurs revendications. Certains de ces travailleurs sont là depuis plus de 20 ans à Montreuil, car ce sont des anciens locataires du foyer 49 avenue Léon Gaumont.

Dans ce foyer ouvert en 1968, il y a eu de nombreuses luttes. D'abord contre l'ancien marchand de sommeil, la société Cama, qui a voulu augmenter le loyer en février 1971. Les locataires se sont mis en grève contre cette augmentation.

Puis, la société, en voulant briser cette grève, a coupé le chauffage en plein hiver. Ce fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Les locataires, réunis en assemblée générale, ont constitué un comité d'autogestion en élisant des délégués représentatifs par communautés villageoises. Ce comité a décidé de faire fonctionner le chauffage et l'eau chaude en commandant le mazout pour la chaudière. Cama a fait appel à la police; des cars de CRS ont encerclé le foyer. Les 500 locataires sont sortis pour empêcher la police d'embarquer les délégués en disant: "Nous sommes tous des délégués, si vous voulez, vous pouvez nous embarquer tous, sinon personne"

Ce fut le début de la lutte pour le relogement de tous les locataires, tous ensemble. Le maire, dans un premier temps, refusa de reloger les locataires à Montreuil, prétextant que la rue Léon Gaumont se trouve dans le 20^{ème} arrondissement de Paris, quand bien même le foyer se situe à Montreuil.

Les deux maires se renvoyaient la balle. Finalement une situation provisoire a été trouvée grâce à la ténacité des locataires du foyer après plusieurs manifestations à la préfecture de la Seine Saint-Denis. Une partie des locataires a été relogée en 1980, provisoirement, à la rue Nouvelle France dans des baraquements de chantier avec un engagement écrit de l'ancien maire pour les reloger dans un foyer en dur à l'emplacement de l'ancien foyer rue Léon Gaumont.

Le nouveau maire, Brard, a remis tout en cause, car il ne veut plus les reloger à Montreuil. Il a signé un accord avec les délégués pour chercher un financement afin de reloger les locataires. Il a obtenu des subventions pour construire des

nouveaux foyers. Sans consulter les locataires, il a trouvé d'anciens hôtels qu'il a fait aménager, mais sans cuisine collective, pas assez de sanitaires ni de salles collectives non plus. Et tout cela, en petits sites très dispersés de 20 à 40 personnes.

C'est cela que les anciens locataires de Nouvelle France refusent. La prefecture de la Seine Saint-Denis, en accord avec le maire de Montreuil, a envoyé les CRS le 4 juillet dernier pour détruire le foyer, sans reloger les locataires.

Depuis cette date, les locataires ont occupé la mairie de Montreuil pendant deux jours. Ils ont organisé plusieurs manifestations devant la mairie et à la prefecture. Jusqu'à présent, le

maire et le prefet refusent toujours de trouver une solution à leurs justes revendications.

Mais les locataires, même dispersés à droite et à gauche, ne sont pas découragés. Ils continuent la lutte. Ils ont raison. Car leurs luttes concernent aussi tous les foyers de Montreuil, plus particulièrement ceux des rues Bara, Rochebrune, Montagne Pieureuse. Elles concernent aussi tous les grands foyers de la région parisienne, comme Drancy, Aubervilliers et à Paris, etc...voués à la démolition selon le plan des autorités.

La lutte des locataires de Nouvelle France doit être aussi la lutte de tous les travailleurs privés de leur droit à un logement correct.

AFGHANISTAN

LES TALIBANS VEULENT INSTALLER UNE DICTATURE ISLAMISTE MOYENAGEUSE

Après la prise de Kandahar, ancienne capitale royale, de Hérat et de Jellalabad, c'est la capitale Kaboul qui vient de tomber le 27 septembre dernier aux mains des "moines soldats" du mouvement

réactionnaire islamiste dirigé par le mollah Abdul Salam. Ils contrôlent ainsi les 2/3 de l'Afghanistan. Les troupes de guérilleros sont rentrés à Kaboul avec leurs chars et des matériels militaires lourds en pendant au passage l'ancien président et ses hommes.



Le programme politique de ces bandes armées qu'on appelle les "Talibans", c'est la loi moyenageuse du coran qu'ils veulent faire appliquer par la force des armes. Grâce au soutien des Etats-Unis qui sont en réalité derrière le Pakistan qui les aide militairement, les talibans sont parvenus à imposer l'ordre islamique dans la partie du territoire tombé entre leurs mains: interdiction aux femmes de sortir dévoilées dans la rue, d'aller travailler; pour celles qui sont fonctionnaires, elles sont "invitées" à rester à la maison.

Quant aux hommes, ils ont quelques jours pour laisser pousser leur barbe; ils doivent sortir la tête entourée de turban ou du calot islamique; le port de pantalon est interdit.

Vendredi, jour de prière, les Talibans ont obligé les populations à sortir pour aller à la mosquée. Ceux qui osent s'y soustraire sont punis publiquement. La loi de la charia est appliquée dans son intégralité: on ampute le bras aux voleurs, on bastonne les couples adultères. De même, selon cette loi réactionnaire, les écoles des filles sont fermées, les matières scientifiques, rayées du programme scolaire, ainsi que les langues étrangères comme l'anglais.

En plein 20 ème siècle, voilà un régime qui traite les femmes comme des esclaves, bonnes à rester au foyer. C'est révoltant. Mais les conséquences immédiates de cette politique rétrograde ne tardent pas à se manifester. La maternité et l'hôpital sont bloqués par manque de mains d'oeuvre féminine. Le nouveau régime, contraint, est obligé de faire appel à des sages femmes et infirmières pour débloquer la situation. Une école où la majorité des enseignants sont des femmes, ne fonctionne pas non plus. Là aussi, il sera obligé de compter avec les

femmes.

C'est surtout la petite bourgeoisie qui ressent -à juste raison- ces mesures comme une atteintes à ses libertés. Les femmes et les filles du prolétariat et des paysans pauvres n'avaient déjà de toute façon aucun accès à l'enseignement ni à des postes utiles pour la société et intéressants pour celles qui les occupent.

Mais si les Talibans parvenaient à consolider leur pouvoir la dictature pèsera quand même, surtout, sur les classes populaires. Ceux qui ont de l'argent trouvent plus facilement des accomodements avec les lois, même celles de la dictature. Et les femmes de la bourgeoisie auront, au moins, la possibilité d'émigrer. Mais pas les femmes du peuple. L'Afghanistan était déjà une dictature. L'aspect dictatorial sera encore plus aggravé par les Talibans, car, à la dictature de la soldatesque s'ajoute le contrôle de la population, de sa vie quotidienne. Et, au fond, toute cette dictature au nom d'idées moyennageuses, c'est simplement pour permettre à cette puissance impérialiste "moderne" que sont les Etats-Unis et leurs alliés, les Pakistanais et les Saoudiens, de contrôler la route du pétrole.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.